

Accueil | Genève | Actu genevoise | Affaire de Mancy – Le PS dessine la feuille de route de la présidente du DIP

Abo [Affaire de Mancy](#)

Le PS dessine la feuille de route de la présidente du DIP

Choquée par l'affaire du Foyer de Mancy, la présidente du PS, Lydia Schneider Hausser, prévient que le parti ne transigera pas avec ses valeurs.



Marc Bretton

Publié aujourd'hui à 07h30



Lydia Schneider Hausser, présidente du Parti socialiste genevois.

STEEVE IUNCKER-GOMEZ

Abo [Politique](#)

Le PLR veut enlever le dossier de Mancy à la cheffe du DIP, qui s'insurge

Abo [La justice entre en jeu](#)

Descente de police et interpellations au foyer de Mancy

Abo [Foyer de Mancy](#)

La prise en charge de l'autisme? Un marathon

L'affaire de Mancy met le Parti socialiste dans l'embarras. Qu'en faire? Que dire d'un épisode qui met en cause sa magistrate et touche au cœur de l'État social qu'il prétend représenter? Interview de la présidente du PS, Lydia Schneider Hausser.

L'affaire de Mancy éclabousse de plus en plus votre magistrate Anne Emery-Torracinta. À tort? À raison?

J'ai confiance envers notre magistrate quand elle dit qu'elle ne savait pas l'essentiel avant le printemps et qu'elle ne pouvait donc pas agir de manière satisfaisante. Cela étant, mon parti, qui se veut garant de la qualité des prestations publiques, ne peut pas en rester là.

Quand on est parent d'un enfant en situation de handicap, on fait le maximum pour lui permettre de suivre un cursus normal. Quand il faut se résoudre à le confier à une institution, c'est souvent un sacrifice. Trahir cette confiance est impensable. Le PS veut savoir ce qui s'est passé et c'est la raison pour laquelle une de nos députées siège au sein de la commission chargée d'enquêter. Nous ne transigeons pas sur nos valeurs.

Vous êtes en train de lâcher votre magistrate?

Pas du tout.



Votre élue souligne qu'elle a été maintenue dans l'ignorance de nombreux faits par l'OMP. C'est une bonne ligne de défense?

Cela explique bien des choses, car on ne peut pas agir sur la base de ce qu'on ignore. Il semble en revanche que dès mars 2021, quand Anne Emery-Torracinta a été prévenue, des actions déterminées aient été entreprises.

Si la version de la cheffe du DIP est juste, comment expliquer qu'avec les couches de contrôle existantes, cette ignorance soit possible? À moins que ce ne soit justement cela le problème?

Le contrôle interne du DIP est au cœur du débat. Il s'avère que le département contrôle des structures extérieures, la Fondation pour la jeunesse, Astural, les familles d'accueil, mais pas ses propres foyers. J'en ai été surprise et choquée. En outre, le contrôle interne de l'État se concentre trop souvent sur l'analyse des processus et des finances, pas sur la qualité des prestations. Il faut que ça change.

Lundi, des fonctionnaires ont été interpellés au foyer. Où ils travaillaient toujours alors qu'ils sont accusés d'être acteurs des dysfonctionnements. Cela vous étonne?

Beaucoup de choses m'étonnent. Le Ministère public a été saisi d'une plainte du DIP relative à un empoisonnement au Foyer de Mancy en avril 2021. Mais ce n'est que lundi qu'il se décide à perquisitionner. Sur les personnes, je ne peux pas m'imaginer que le DIP n'ait pas mené sa propre enquête. J'imagine que ses conclusions lui ont permis de les laisser en place.

Quels que soient les résultats des enquêtes, Anne Emery-Torracinta a reconnu la faillite de l'État. Et donc la sienne. Comment sanctionner?

Par des excuses, une transparence, des explications, une réparation, des changements. Pour cela, il faut des faits. Il faut néanmoins se souvenir que l'OMP accueille plus de cent élèves en plus par an depuis des années et que les moyens n'ont pas toujours suivi. Mais à Mancy, d'autres questions se posent: l'État a mis des moyens en postes, mais la formation, la supervision, le suivi ont failli.

Or, comme l'a relevé dans vos colonnes le D^r Kosel, ce sont des éléments essentiels pour affronter le marathon de la prise en charge de personnes lourdement handicapées, faute de quoi des dérapages sont possibles dans des équipes dépassées. On peut aussi s'interroger sur l'adéquation de la formation en pédagogie spécialisée avec le métier de terrain.

Sous l'égide d'Anne Emery-Torracinta, l'OMP a été réformé pour privilégier l'aspect pédagogique par rapport au thérapeutique. Rétrospectivement, c'était une bonne idée?


Le triptyque de l'OMP, c'est le thérapeutique, l'éducation et la pédagogie. Ces éléments auraient dû aller de conserve, mais l'éducatif semble avoir été oublié à Mancy. Ce foyer mis à part, il faut se souvenir que de nombreux domaines liés à l'école inclusive fonctionnent plutôt bien.

Un élément frappe: la peur qui semble régner parmi les fonctionnaires. Or le DIP est dirigé par des socialistes depuis 2003. Comment l'expliquer?

Au DIP comme ailleurs, les effectifs importants, le manque de confiance, la quantité de contrôles normatifs exigés sont des facteurs d'explication. Le paradoxe, c'est que plus on contrôle, plus il semble difficile de faire remonter les problèmes. Ces contrôles, il faut les modifier pour les rapprocher des métiers.

Les élections sont dans une année. Quelles seront les conséquences de cette affaire sur la campagne socialiste?

Une certitude, la campagne a commencé. Le PLR fait feu de tout bois, mais ses attaques sur ce dossier, qui instrumentalise des souffrances, sont indécentes.

Marc Bretton est journaliste à la Tribune de Genève. Il a travaillé au sein de la rubrique nationale et suit les questions politiques et économiques pour la rubrique genevoise depuis 2004. [Plus d'infos](#)
 @BrettonMarc

Publié aujourd'hui à 07h30

Vous avez trouvé une erreur? [Merci de nous la signaler.](#)

THÈMES

DIP-Département de l'instruction publique

Handicap

Autisme

Maltraitance

Violences

Parti socialiste Genève

8 commentaires

ARTICLES EN RELATION

Abo Pensionnaire empoisonnée à Mancy

Mis en cause, les employés donnent leur version

Deux des trois prévenus ont passé une nuit aux violons de la police. Ils ont été libérés mardi. Pour l'heure, ils ne peuvent ni retourner au travail ni contacter leurs collègues.

il y a 14 heures



Abo Commission de contrôle

L'affaire de Mancy racontée par trois actrices centrales

En novembre et décembre, la Commission de contrôle de gestion a reçu la mère d'un enfant du foyer, la conseillère d'État chargée du DIP et la directrice de l'OMP. Récit.

il y a 18 heures



La une

E-paper

Archives du journal

Impressum

CGV

Politique de confidentialité

Abonnements

Contact

Tous les Médias de Tamedia